

Pas de secrétaire général

Depuis plusieurs mois, la Fédération algérienne de basket-ball fonctionne sans secrétaire général dûment mandaté par le ministère de la Jeunesse et des Sports. En matière de gestion, c'est lui qui doit garantir le bon fonctionnement et surtout la régularité des dépenses des deniers publics.

Rappelons que c'est M. Berraf Mustapha, également président du Comité olympique algérien, qui préside cette fédération. Comme nous sommes habitués maintenant à voir certains «dégainer» leurs plumes à chaque fois que M. Berraf n'est pas caressé dans le sens du poil, alors parions que cette fois-ci également la règle sera respectée.

Au moins le lecteur saura reconnaître ceux qui ont la reconnaissance du ventre, autrement dit ceux habitués à être dans les «bagages» du COA.



PAS D'HÔPITAL AMÉRICAIN EN ALGÉRIE

Prévu au niveau de la nouvelle ville de Sidi-Abdellah, à la sortie ouest de la capitale, le projet de construction d'un hôpital américain n'est pas près de voir le jour. Selon des indiscretions, le projet aurait été gelé sur instruction du premier magistrat du pays. La cause ? Le flou qui entoure l'affectation de l'assiette de terrain destinée à accueillir ledit projet.



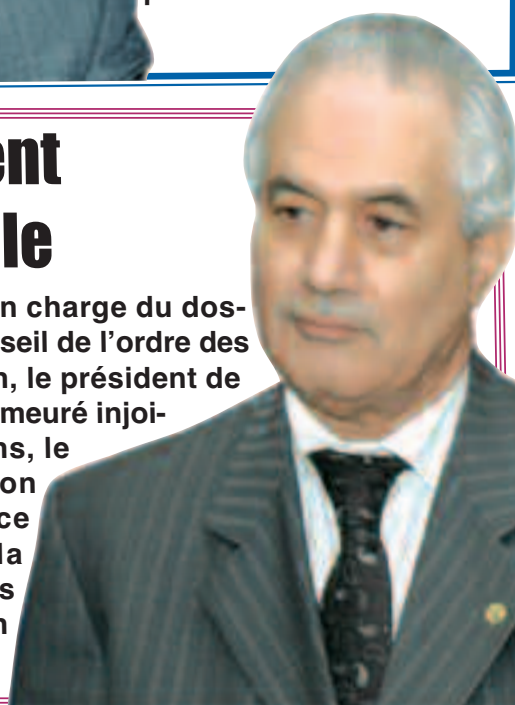
C'était l'initiative de Boukerzaza



La rencontre qui a réuni la semaine dernière les enseignants contractuels et le secrétaire général du ministère de l'Education n'était finalement pas à l'initiative de Benbouzid. C'est le cabinet de Boukerzaza qui a «arrangé» la rencontre entre les deux parties. Le ministre de la Communication a joué au médiateur dans un conflit qui n'a d'ailleurs pas connu d'issue.

Le président injoignable

Convoqué par le magistrat en charge du dossier de «renouvellement du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger», pour audition, le président de la commission électorale est demeuré injoignable. Selon des indiscretions, le magistrat sera dans l'obligation de faire appel à une assistance judiciaire si le président de la commission persiste à ne pas donner suite à la convocation de la justice.



Le nom d'un roi berbère interdit

Les responsables des services de l'état civil de la commune de Tizi-Ouzou se sont opposés à l'inscription d'un nouveau-né auquel son père a donné le prénom de Zalalsen. L'argument habituel servi à ce père de famille est que ce prénom ne figure pas dans la nomenclature officielle. Le père a beau expliquer que le prénom qu'il a choisi pour son fils est celui porté par un illustre roi numide et qui n'est autre que le père de Massinissa et grand-père de Gaya, comme en témoigne la généalogie de la dynastie numide présentée par les historiens et, notamment, Mouloud Gaïd (cf. page 25 de l'ouvrage *Aguilids et Romains en Berbérie*, ENAL Editions) comme étant officielle». Finalement, c'est le procureur de la République de Tizi-Ouzou qui est requis et qui aura à juger de la validité de ce nom, sur la foi de documents historiques que le père s'est empressé de réunir et de présenter au magistrat.

PUBLICITE



Life... one mile at a time™



Future world's oil : Zone Industrielle de Ouled Moussa : BOUMERDES
Service client: 0770 20 22 22 / Email: info@rebexoil.com
ALGERIE : SYRIE : USE : FRANCE